

## Pressions de cisaillement autour de la faille sunnite-chiite

David Bensoussan

*L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec*

L'arme de la religion est un instrument de manipulation aux mains des politiciens, que ce soit pour asseoir leur pouvoir ou pour étendre l'influence de leur pays. Au cours de l'histoire, l'Iran qui a une longue histoire impériale s'est démarqué du califat arabe en mettant en avant un schisme : les sunnites affirment que Mahomet soit le dernier des prophètes et considèrent comme hérésie la croyance des Chiites en la venue d'un mahdi libérateur. Aujourd'hui, la cause chiite sert de paravent à la République islamique d'Iran pour étendre son influence dans la région, quitte à s'allier à des mouvances pseudo-chiites telles celles de Houtis au Yémen ou des Alaouites en Syrie.

### **L'antagonisme sunnite-chiite**

Ce n'est que lorsque la théocratie iranienne a voulu exporter sa révolution islamique dans le monde musulman en 1979 que les pays sunnites ont réagi en s'investissant massivement dans la construction de milliers de mosquées dans le monde et en dépêchant des prêcheurs - d'obédience wahhabite pour la plupart. La tension chiite-sunnite a dégénéré en manifestations qui ont fait des centaines de morts lors des pèlerinages à La Mecque. Mais plus important encore est l'investissement massif de l'Iran, pays pétrolier de 80 millions d'habitants dans la déstabilisation de la région par l'intermédiaire de proxys : milices chiites en Irak, mercenaires chiites en Syrie, Hezbollah au Liban, Houtis au Yémen et appui au Polisario dans le Sahara occidental (les relations diplomatiques entre l'Iran et le Maroc ont été suspendues).

La mullacratie iranienne a décidé de développer à outrance ses technologies nucléaires causant la panique dans le Proche-Orient. Son discours anti occidental et plus particulièrement anti américain ainsi que ses slogans

génocidaires visant Israël ont fait que les États arabes sunnites cherchent la protection de l'Occident et se rapprochent au grand jour d'Israël.

### **Le détroit d'Ormuz**

Le golfe d'Ormuz est un lieu de passage par lequel transitent 30% des besoins mondiaux en pétrole. Bien qu'il ait une largeur de 34 km, la partie navigable est très étroite par endroits (2 km) et peut devenir un goulot d'étranglement aux navires pétroliers. Historiquement, ce fut la Grande-Bretagne qui garantissait le libre passage dans le détroit. Ce furent les États-Unis qui prirent la relève en 1971.

Aujourd'hui, l'Amérique ne dépend pratiquement plus du pétrole du Golfe. L'introduction des hydrocarbures de schiste sur le marché a modifié la politique de prix contrôlée par le passé par l'OPEP. Dans un autre ordre d'idées, le public américain ne veut pas d'une autre campagne militaire au Proche-Orient, d'autant plus que les droits de la personne achoppent dans les principaux pays en conflit, l'Iran et l'Arabie.

La principale raison de continuer à assurer la sécurité dans le Golfe est d'empêcher que l'Iran n'y fasse la loi, d'autant plus que les programmes nucléaire et balistique iraniens sont source d'inquiétudes pour les capitales occidentales. Depuis 2015, date de l'accord des 5 +1 sur le nucléaire (jamais signé, car il n'a été considéré que comme un document d'intention), l'Iran n'a changé en rien ses politiques expansionnistes et a continué de développer son programme balistique et fort probablement son programme nucléaire.

Les puissances européennes préfèrent défendre cet accord qui les rassure seulement à court terme. Le président Trump s'est objecté à cet accord qui fut entériné par Obama. Il a décrété un embargo qui touche aux exportations de pétrole iranien.

Dans la crise actuelle, l'Amérique s'est tournée vers d'autres pays pour obtenir leur appui et assurer la sécurité de la navigation dans le Golfe, mais seules la Grande-Bretagne et l'Australie ont répondu à l'appel. Il est à souligner que la performance des armées sunnites a laissé à désirer au

Yémen malgré la grande quantité d'armes sophistiquées dont elles disposent.

### **Le geste de défi de l'Iran**

L'Iran a fait savoir qu'il bloquerait le golfe d'Ormuz si ses bateaux étaient bloqués. Six sabotages de pétroliers dans la région sont imputés à l'Iran, tout comme l'arraisonnement de trois bateaux. Quelques attentats en Arabie ont été commis par les Houtis au Yémen et par des mercenaires contrôlés par l'Iran en Irak.

Les messages provenant d'Iran soufflent le chaud et le froid. Par moments on déclare ne jamais vouloir négocier avec les États-Unis, par d'autres qu'on serait prêt à le faire si les sanctions étaient levées. Il n'en demeure pas moins que l'Iran est en recul en Syrie. L'Iran n'a pas participé à la bataille d'Idlib qui a fait près de 800 morts et 400 000 déplacés en trois mois. Même ses bases de missiles en Irak ont été attaquées.

Le président iranien avait salué l'accord des 5 +1 comme la plus grande Victoire diplomatique dans l'histoire de l'islam alors qu'il s'agit en fait d'une tutelle quasi coloniale de son pays. L'accord signé avec la Russie sur la mer Caspienne a réservé à l'Iran un piètre lot de consolation, soit 11% de cette mer qui fut autrefois partagée entre l'Union soviétique et l'Iran.

Au plan économique, l'Iran est sérieusement affecté par l'embargo extraterritorial des États-Unis. Le mécontentement de la population va grandissant par rapport aux milliards de dollars engloutis pour soutenir le dictateur syrien et au soutien financier et militaire aux 130 000 troupes non iraniennes que l'Iran contrôle dans la région, compte non tenu des 10 000 troupes de combat iraniennes stationnées en Syrie.

### **L'arrière-plan russo-chinois**

La Russie et la Chine observent la situation. Ils prennent avantage de ce que le marché iranien soit à toutes fins pratiques, fermé à l'Occident. Ces deux pays annoncent de façon voilée qu'ils pourraient s'impliquer dans la sécurité dans le Golfe. Bien qu'ils aient été en conflit par le passé, la Russie et la Chine

font des exercices militaires conjoints dans le Pacifique. La Russie table sur une alliance eurasienne qui pourrait faire contrepoids à l'Amérique et à l'OTAN.

Or, si un conflit éclate dans le Golfe et qu'il s'ensuit une hausse du prix de Brent, cela ferait l'affaire de la Russie dont le budget dépend beaucoup des ventes pétrolières, mais non pas du reste de l'Asie qui importe une grande partie de son pétrole du Golfe. De ce fait, l'appui apporté à l'Iran par ces puissances est limité.

La région subit des pressions de cisaillement autour de la faille sunnite-chiite. Ces pressions pourraient résulter à des craquements qui iront en s'aggravant.